

FLEXIBILITÉ

On la voyait déjà se profiler à l'horizon. On avait commencé à en débattre – de la nécessité pressante de faire autrement, pour différentes raisons.

Et puis, en temps de crise, cette nécessité s'est imposée comme incontournable, mettant en évidence de nombreuses pistes vertueuses : du territoire productif à la ville intelligente capables de répondre aux besoins essentiels de leurs habitants (P. Viersteegh, 2015, Ph. Bihoux, 2014) ; du quartier développant des usages autour de la proximité et une participation citoyenne de type « bottom-up » (C.Moreno, 2020 ; V.Biau & al., 2013) aux espaces publics accueillants, sans exclusion ni hiérarchie (J.Badaroux & al., 2018) ; des logements évolutifs et adaptables en lien avec la nature (M.Eleb, 2017, Ph.Clergeau, 2019).

Derrière ces pistes, la crise sanitaire a révélé de façon encore plus forte les problèmes majeurs – du déséquilibre et de l'inégalité – affectant tous les systèmes à l'œuvre dans notre vie : des perturbations environnementales d'origine anthropique (attente de la biodiversité ; qualité des milieux) au mal-logement engendré par les mutations démographiques et sociales (espaces contraints socialement et politiquement).

Ces problèmes étaient déjà là avant la crise sanitaire, engendrés par d'autres crises – économique, sociale, écologique, (géo)politique... Ils étaient là comme autant de conséquences d'un système en chute libre – celui de la modernité transformée en hyper-modernité affolée –, qui ont fini d'interroger ses limites, ambitionnant désormais de les transgresser. Car ces crises superposées sont celles de la modernité, décriée comme étant en crise depuis presque un siècle, et qui n'a pas su tourner la page, pour imaginer des alternatives aux lignes de force qui l'ont définie : la croissance (démessurée), le progrès (non questionnée), la normativité poussée.

Quel serait le dénominateur commun des problèmes soulevés par ces crises accumulées de la modernité ?

Une réponse semble se détacher : la flexibilité. La flexibilité sur tous les plans : urbain, architectural, sociétal, personnel. C'est la crise qui la demande. Ses vertus sont bien connues : se plier comme un roseau, pour ne pas se casser ; laissez de la place pour autre chose – en cas de besoin ou en attendant des temps meilleurs.

La flexibilité n'est pas l'unique piste. Mais elle est, sans aucun doute, une des solutions les plus envisageables, car elle nous montre en regardant en arrière, des exemples – peu considérés jusqu'ici car vus comme marginaux – dont on peut s'inspirer en activant des dynamiques nouvelles.

La flexibilité de l'informel – comme celle que proposait Hassan Fathy et que reprend l'Elemental ; celle de la « maison en attente » des communautés africaines ou de l'*incompiuto* que pratiquent les familles italiennes dans l'attente de l'agrandissement de leur foyer. La flexibilité des stratégies du précaire – comme celle qu'exhortait Yona Friedman pour des logements faits de boîtes et des espaces publics transformables, ou comme celle obligée des habitats pour les sans-abris et les migrants (de la solution de « niche » aux grands centres d'accueil). Mais aussi la flexibilité extrême de nos logements à venir, inspirée par les mêmes stratégies du précaire, comme dans le pavillon britannique à la Biennale de Venise en 2016 – car, comme nous le rappelle Vilém Flusser (2019), on est désormais tous des migrants, on doit tous se projeter en migrants. La flexibilité des communs, des pratiques participatives et des ressources matérielles et immatérielles à partager, une flexibilité qui voit actuellement le jour

partout dans le monde et dont en France l'apôtre est Patrick Bouchain. Mais aussi une flexibilité des villes et territoires, de l'urbanisme « tactique », « transitoire » ou « circulaire » (M.Lydon & al., 2012, S. Grisot, 2020) ; la ville du quart-d'heure (C. Moreno, 2020), de la « Cittaslow » et des temporalités lentes.

La flexibilité a du bon, c'est une évidence : elle nous apprend la résilience, la frugalité (Ph.Madec & al., 2019). Elle nous demande de nous remettre en question et, en tout cas, de questionner le concept de « valeur » dans le sens de « qualité » (R. Pirsig, 1974). Mais elle a du mauvais aussi. Comment interpréter la disqualification qu'elle apporte et qui lui est nécessaire ? Comment lui faire face ? Si l'hyper-modernité fait de l'espace libre sa matière première, ce geste libérateur lui enlève les appuis nécessaires pour un épanouissement psychologique. L'espace ainsi disqualifié ne serait plus le réceptacle du *bios*, mais juste de la *zoe*, pour reprendre la différenciation de Giorgio Agamben (1995) entre la vie des hommes et la vie de tous êtres en général. L'architecture devient « architecture » quand elle passe d'une condition éphémère à une condition de stabilité. Du temporaire de la toile des tentes des nomades aux murs en dur de l'homme établi. Qui a sa place.

Comment dire aujourd'hui aux hommes qu'ils ont toujours leur place, dans un contexte où tout devient flexible ?

Notre cadre de recherche portera donc sur la flexibilité en analysant son apport et en questionnant ses limites. Avec l'objectif d'en étudier les réponses pratiques et d'en décrypter les éléments théoriques. Quelle place est donnée à la disqualification et comment la questionner ? Comment la transgression (à tous les niveaux, depuis l'espace privé jusqu'aux quartiers disruptifs bâtis au milieu de nulle-part) remplace la norme, s'érigeant presque en règle aujourd'hui ? (C. Popescu, 2019).

En questionnant les problématiques complexes de la flexibilité, on met en question la perception même de l'architecture : non seulement comment la percevoir mais aussi comment regarder son histoire. Si le rôle et la place des architectes est en pleine mutation, la manière de faire l'histoire l'est aussi : renonçant aux hiérarchies (culturelles, géographiques, iconiques), pour exploser ses limites, en incluant des voix multiples, en faisant place aux marges, en sortant de l'outil normé (l'archive) pour embrasser les mémoires flexibles de l'oralité.

Carmen Popescu/ professeure Histoire de l'architecture/ ENSA Bretagne
Nadia Sbiti/ maîtresse de conférence Ville et Territoires/ ENSA Bretagne